

A. 244.000-01

Arrêté du 25 juillet 1990

RELATIF AUX INSTALLATIONS DONT L'ÉTABLISSEMENT
À L'EXTÉRIEUR DES ZONES GREVÉES DE SERVITUDES
AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT EST SOUMIS À
AUTORISATION

(JO du 21 novembre 1990, p. 14314)

NOR : EQUA9000474A

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE, LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,
LE MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES
TRANSPORTS ET DE LA MER, LE MINISTRE DES
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER, PORTE-
PAROLE DU GOUVERNEMENT, ET LE MINISTRE DÉLÉGUÉ
APRÈS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article
R. 421-38-13 ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses
articles R. 241-1 à R. 241-3, R. 244-1 et D. 244-1 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les
spécifications techniques destinées à servir de base à
l'établissement des servitudes aéronautiques ;

Vu l'avis de la commission centrale des servitudes
aéronautiques en date du 14 décembre 1988,

ARRÊTENT :

Article premier. — Les installations dont
l'établissement à l'extérieur des zones grevées de
servitudes aéronautiques de dégagement est soumis
à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile
et du ministre chargé des armées comprennent :

- a. En dehors des agglomérations, les installations
dont la hauteur en un point quelconque est
supérieure à 50 m au-dessus du niveau du sol ou
de l'eau ;
- b. Dans les agglomérations, les installations dont la
hauteur en un point quelconque est supérieure à
100 m au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées comme installations toutes
constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les
localités figurant sur la carte aéronautique au 1/
500000^e (ou son équivalent pour l'outre-mer) et
pour lesquelles des règles de survol particulières
sont mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes
électriques dont l'établissement est soumis à celles
de la loi du 15 juin 1906 et des textes qui l'ont
modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du
31 décembre 1984 fixant les spécifications
techniques destinées à servir de base à
l'établissement des servitudes aéronautiques.

Art. 2. — Pour l'application du troisième alinéa de
l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, ne
peuvent être soumises à un balisage diurne et
nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que
les installations (y compris les lignes électriques)
dont la hauteur en un point quelconque au-dessus
du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- a. 80 m, en dehors des agglomérations ;
- b. 130 m, dans les agglomérations ;
- c. 50 m, dans certaines zones, ou sous certains
itinéraires où les besoins de la circulation
aérienne le justifient, notamment :
 - les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
 - les zones montagneuses ;
 - les zones dont le survol à très basse hauteur
est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations
constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage
d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est
normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque
leur hauteur est inférieure à 150 m au-dessus du
niveau du sol ou de l'eau.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux
prescriptions fixées par le ministre chargé de
l'aviation civile.

Art. 3. — L'arrêté du 31 juillet 1963 définissant les
installations dont l'établissement à l'extérieur des
zones grevées de servitudes aéronautiques de
dégagement est soumis à autorisation du ministre
chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des
armées est abrogé.

Art. 4. — les dispositions du présent arrêté sont
applicables dans les territoires d'outre-mer et la
collectivité territoriale de Mayotte, sous réserve des
dispositions applicables à chaque territoire en
matière d'urbanisme et d'aménagement du
territoire.

Art. 5. — Le directeur général de l'aviation civile, les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, le directeur de l'architecture et de l'urbanisme, le directeur général des collectivités locales, le directeur de la sécurité civile et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 1990.

*Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et de la mer,*

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

J.-C. SPINETTA

Le ministre de la défense,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet civil et militaire,

D. MANDELKERN

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

C. VIGOUROUX

*Le ministre des départements
et territoires d'outre-mer,*

porte-parole du Gouvernement,

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des affaires économiques,
sociales et culturelles de l'outre-mer,*

G. BELORGEY

Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

D. CADOUX

C. 244.000-02

Circulaire du 25 juillet 1990

**RELATIVE À L'INSTRUCTION DES DOSSIERS DE
DEMANDE D'AUTORISATION D'INSTALLATIONS
SITUÉES À L'EXTÉRIEUR DES ZONES GREVÉES DE
SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT**

(JO du 21 novembre 1990, p. 14314)

NOR : EQUA9000475C

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE, LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, LE MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER, LE MINISTRE DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT, ET LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

à MM. les préfets de région, les délégués du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer, les préfets (directions départementales de l'équipement), les directeurs régionaux de l'équipement, les directeurs régionaux et chefs de service d'État de l'aviation civile, le directeur général d'Aéroports de Paris, les directeurs des travaux publics des départements et territoires d'outre-mer, les directeurs des aéroports principaux, les directeurs et chefs de service des travaux maritimes, le chef du service des bases aériennes, le chef du service technique des bases aériennes, les chefs des services spéciaux des bases aériennes, les directeurs des ports autonomes et services maritimes chargés des bases aériennes, le chef du service technique de la navigation aérienne, les chefs d'état-major des armées de terre, air, mer, le commandant de l'ALAT, le chef du service central de l'aéronautique navale, le directeur de la circulation aérienne militaire, le directeur de l'infrastructure de l'air, les commandants des régions aériennes, les préfets maritimes et commandants d'arrondissement maritime, le commandant des forces aériennes de la zone Sud de l'océan Indien, le commandant des forces aériennes aux Antilles et en Guyane, le commandant des forces aériennes en Polynésie française, le commandant des forces aériennes en Nouvelle-Calédonie, le délégué à l'espace aérien,

La présente circulaire, prise en application de l'arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation, a pour but de définir la procédure et les règles à appliquer pour l'instruction des dossiers concernant ces demandes d'autorisation d'installations.

I. RAPPEL DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

L'article R. 244-1 du code de l'aviation civile stipule :

À l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du présent titre, l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées.

Des arrêtés ministériels déterminent les installations soumises à autorisation.

L'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

Lorsque les installations en cause ainsi que les installations visées par la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie qui existent à la date du 8 janvier 1959 constituent des obstacles à la navigation aérienne, leur suppression ou leur modification peut être ordonnée par décret pris après avis de la commission visée à l'article R. 242-1.

Les dispositions de l'article R. 242-3 ci-dessus sont dans ces cas applicables.

Les installations visées par cet article R. 244-1 du code de l'aviation civile sont définies par les dispositions de l'arrêté interministériel du 25 janvier 1990 prévoyant une autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées lorsque leur hauteur est supérieure à 50 m en dehors des agglomérations et 100 m dans les agglomérations.

L'article R. 421-38-13 du code de l'urbanisme stipule :

Lorsque la construction est susceptible, en raison de son emplacement et de sa hauteur, de constituer un obstacle à la navigation aérienne et qu'elle est soumise pour ce motif à l'autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées, en vertu de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, le permis de construire ne peut être délivré qu'avec l'accord des ministres intéressés ou de leurs délégués. Cet accord est réputé donné faute

de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction.

II. INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION

1. Installations soumises au permis de construire

La demande d'autorisation est constituée par le dossier de permis de construire.

Le service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire transmet un exemplaire de la demande d'autorisation de construire à la direction régionale de l'aviation civile ou au service d'État de l'aviation civile ou à la direction générale d'Aéroports de Paris et à la région aérienne et, éventuellement, à la région maritime concernée, avec copie au chef du district aéronautique.

À cette demande, le service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire doit :

- joindre un plan de situation de l'installation projetée à l'échelle 1/25000 (ou 1/20000);
- joindre un extrait du plan cadastral;
- préciser la cote au pied de l'installation et sa hauteur.

2. Installations non soumises au permis de construire

Les déclarations adressées au directeur départemental de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article D. 244-2 du code de l'aviation civile, sont transmises à la direction régionale de l'aviation civile ou au service d'État de l'aviation civile ou à la direction générale d'Aéroports de Paris et à la région aérienne et, éventuellement, à la région maritime concernée, avec copie au chef du district aéronautique.

À cette demande, le directeur départemental de l'équipement doit :

- joindre un plan de situation de l'installation projetée à l'échelle 1/25000 (ou 1/20000);
- joindre un extrait du plan cadastral;
- préciser la cote au pied de l'installation et sa hauteur.

3. Instruction des demandes

- a. Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'État de l'aviation civile ou le directeur général d'aéroports de Paris recueille l'avis du chef de district aéronautique (lorsqu'il existe).
- b. Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'État de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris ou le commandant de la région aérienne et le préfet maritime font procéder à une étude afin de faire apparaître comment se situe l'obstacle projeté par rapport aux zones de servitudes aéronautiques et aux zones d'évolution liées aux aérodromes existants ou projetés, ainsi qu'à l'ensemble des zones de l'espace aérien susceptibles d'être utilisées par les aéronefs.
- c. L'autorisation est accordée sous réserve, le cas échéant, d'une ou des deux conditions suivantes :
 - balisage de l'obstacle;
 - limitation de sa hauteur.
- d. Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'État de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris et le commandant de la région aérienne et le préfet maritime font parvenir leur décision au service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire en respectant le délai d'un mois.
- e. Le service chargé de l'instruction à la demande de permis de construire prend en considération les avis formulés.
- f. Dans tous les cas et conformément à l'instruction relative au service d'information aéronautique, lorsque l'autorisation a été donnée et les installations réalisées, le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'État de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris demande au service d'information aéronautique :
 - de porter à la connaissance des navigateurs aériens, par voie de Notam, l'existence (ou la suppression) de tout obstacle dépassant 50 m au-dessus du sol hors agglomération et 100 m au-dessus du sol en agglomération;
 - de faire figurer (ou de supprimer) cet obstacle artificiel dans (de) la liste des obstacles artificiels isolés de l'AIP.

Si l'obstacle dépasse 100 m au-dessus du sol, le service de l'information aéronautique prend, en outre, les dispositions pour les faire figurer sur les cartes aéronautiques au 1/500000e OACI (ou la carte équivalente pour l'outre-mer).

- h. Le propriétaire de l'installation doit aviser le directeur général d'Aéroports de Paris ou le chef de district aéronautique, lorsqu'il existe, de toute interruption de fonctionnement du balisage, afin que l'information soit portée à la connaissance des navigateurs aériens par voie de Notam.

III. RÈGLES À APPLIQUER

1. Principe général

Le refus de délivrer l'autorisation de construire une installation de hauteur supérieure à celle qui rend cette autorisation obligatoire doit être exceptionnel.

2. Balisage des obstacles

Il est rappelé qu'un balisage ne peut être prescrit que pour les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- a. 80 m, en dehors des agglomérations;
- b. 130 m, dans les agglomérations;
- c. 50 m, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires ou les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :
 - les zones d'évolution liées aux aérodromes;
 - les zones montagneuses;
 - les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs, il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 m au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

3. Zones d'évaluation liées aux aérodromes

Une attention particulière doit être apportée à l'étude des dossiers relatifs aux projets d'installations situées dans les « zones d'évolution liées aux aérodromes » susceptibles d'être utilisées lors de

l'exécution de procédures d'approche et de départ, et pouvant intéresser des zones hors servitudes de dégagement.

Dans ces zones, les obstacles peuvent être particulièrement contraignants et, dans certains cas, avoir une répercussion notable sur les minimums opérationnels de l'aérodrome entraînant, de ce fait, une réduction des taux de régularité.

IV. INSTRUCTION DES DEMANDES D'INSTALLATION DES LIGNES ÉLECTRIQUES ET DES CENTRES RADIOÉLECTRIQUES

Les lignes électriques et les centres radioélectriques, en raison de leur nature, font l'objet de procédures particulières; ces procédures ne sont pas modifiées par la présente circulaire.

Les dossiers des lignes électriques sont instruits conformément à la loi du 15 juin 1906 et aux textes qui l'ont modifiée.

Les demandes d'installation des stations radioélectriques sont soumises à la procédure dite de la « CORESTA » (commission d'étude de la répartition géographique des stations radioélectriques).

V. APPLICATION DE LA CIRCULAIRE DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MAYOTTE

Chaque territoire peut établir une circulaire d'application à partir du texte applicable en métropole, en tenant compte des dispositions particulières locales.

Demeurent toutefois applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte les dispositions de la présente circulaire dans le cas où une circulaire particulière n'a pas été établie.

VI. TOUTES LES DISPOSITIONS ANTÉRIEURES AYANT LE MÊME OBJET SONT ABROGÉES

VII. Les directeurs régionaux de l'aviation civile ou les chefs de services d'État de l'aviation civile, le directeur général d'Aéroports de Paris, les préfets (DDE), les directeurs des travaux publics des départements et territoires d'outre-mer, les commandants des régions aériennes et les préfets maritimes sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution de la présente circulaire, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Paris, le 25 juillet 1990.

*Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et de la mer,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,*

J.-C. SPINETTA

*Le ministre de la défense,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet civil et militaire,*

D. MANDELKERN

*Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,*

C. VIGOUROUX

*Le ministre des territoires d'outre-mer,
porte-parole du Gouvernement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,*

A. CHRISTNACHT

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,*

D. CADOUX

ANNEXE

LISTE DES NOMS ET ADRESSES DE ⁽¹⁾

- 1° Aéroports de Paris.
- 2° Directions régionales de l'aviation civile.
- 3° Services d'État et services de l'aviation civile
 outre-mer.
- 4° Districts aéronautiques.
- 5° Régions aériennes, régions maritimes et
 commandements des forces aériennes

1. La liste des noms et adresses des correspondants civils et militaires peut être consultée au Bulletin officiel du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.